

La République du Centre, 15 avril 2016

LA SOURCE ■ Trente personnes font actuellement partie du collectif

## Première étape, la pétition

Hier soir, dans la salle de la mairie, le tout récent collectif qui lutte pour le maintien des historiques Chèques Postaux à La Source s'est réuni pour la deuxième fois.

Alexis Vrinque  
alexis@la-source.com

La pétition est prête. Sur la trentaine de membres (pour l'instant), ils étaient une vingtaine hier soir, à s'être rendu à la deuxième réunion du nouveau collectif intitulé « Les Chèques Postaux doivent rester à La Source ». Une majorité d'entre eux travaille ou a travaillé dans le bâtiment historique de la rue Edouard-Banhy.

Finalisée hier, une pétition sera, dans les prochains jours, tirée à 9 000 exemplaires et distribuée dans le quartier. L'objectif, récolter le maximum de signatures de Sourciens pour passer au maintien des Chèques dans le plus jeune quartier d'Orléans (53 ans).

### Collectif apolitique

Pour peser, le collectif incite chacun à se joindre à lui, au-delà des clivages. « Elus de tous bords, ci-



SOLIDAIRES. Membres des associations du quartier, élus et anciens des Chèques Postaux débattent pour trouver les meilleures solutions à proposer pour conserver les emplois à La Source. >>

toyens, associations, commerçants, tout le monde peut nous rejoindre. Nous sommes un collectif apolitique », insiste Michel Ricoud. Pour preuve, dans sa démarche, le créateur du « mouvement » et élu Front de gauche est soutenu par Niamé Diabira, l'adjointe au secteur, le sénateur du Loiret Jean-Fierre Sueur (PS) et le maire d'Orléans Olivier Carré (LR).

À travers ces grands signes lancés au groupe La Poste, la priorité est claire : conserver les emplois. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 800, dont 15 % sont des habitants de La Source, à travailler aux Chèques, contre 2 300 il y a 20 ans. Si le centre financier, comme il est désormais appelé, change de commune, le chômage, et notamment celui des jeunes, pourraient augmen-

ter. « Il y a un risque, notamment pour ceux qui sont en CDD, craint un membre du collectif. Si l'activité économique en prend un coup, le quartier va devenir une cité-dortoir! »

La pétition représente donc la première étape de ce combat « de tous les Sourciens ». Imprimée et distribuée dans les prochains jours, elle sera notamment disponible en mairie. ■